



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME de l'aménagement et du logement  
ARRÊTÉ N°**

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**2 0 2 6 0 6 6 8**

### **Arrêté préfectoral complémentaire**

modifiant l'arrêté préfectoral n°16-01429 du 14 juin 2016 autorisant la société SAS EOLIENNES DE BOSJEAN à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice

La Préfète du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-46 et R.515-109 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 16-01429 du 14 juin 2016 autorisant la société VSB Energies Nouvelles à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 19-01073 du 7 juin 2019 de prorogation de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-01762 du 2 octobre 2019 modifiant l'arrêté n° 16-01429 du 14 juin 2016 autorisant la société VSB énergies nouvelles à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice ;

**Vu** le courrier préfectoral du 29 novembre 2019 actant le changement d'exploitant au profit de la nouvelle société SAS Éoliennes de Bosjean ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20241294 du 25 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 16-01429 du 14 juin 2016 autorisant la société SAS Éoliennes de Bosjean à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis suite à la visite d'inspection du 24 juin 2025 par la société SAS EOLIENNES DE BOSJEAN via le guichet unique en date du 4 août 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 avril 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires adressé à l'exploitant pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courriel en date du 24 mars 2026 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant par courriel en date du 2 avril 2026 ;

**Considérant** que l'autorisation délivrée pour le projet impose un plan de bridage des éoliennes afin de limiter la mortalité des chiroptères, en tenant compte des périodes d'activité maximale, des conditions météorologiques et des caractéristiques spécifiques des espèces présentes ;

**Considérant** que les périodes de bridages doivent être réajustées et adaptées en fonction du retour d'expérience sur le suivi de la faune volante et que son dispositif de bridage est efficace pour prévenir la mortalité des espèces ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de prescrire un plan de bridage renforcé, applicable dès la mise en service du parc, afin de limiter les risques de collision jusqu'à l'acquisition de données locales permettant une éventuelle réadaptation ;

**Considérant** que la mesure expérimentale relative à l'installation de filets "ponts-barrières" a été abandonnée par l'exploitant, au vu de son manque d'efficacité démontrée et des mesures alternatives renforcées (bridage, réduction de l'attractivité) mises en place ;

**Considérant** que la prescription initiale imposant un bardage bois sur les façades du poste de livraison peut être révisée, dès lors que la couleur verte retenue pour le poste s'intègre harmonieusement dans le paysage, comme observé sur des installations voisines et que l'absence de bardage limite les risques d'attractivité pour les chiroptères en plein champ ;

**Considérant** la présence potentielle d'espèces cibles à protéger telles que le milan noir (*Milvus migrans*), le milan royal (*Milvus milvus*), la buse variable (*Buteo buteo*), la grue cendrée (*Grus grus*), la cigogne noire (*Ciconia nigra*) et de la cigogne blanche (*Ciconia ciconia*).

**Considérant** qu'une régulation permettant de diminuer rapidement et fortement la vitesse de rotation du rotor des aérogénérateurs lorsqu'un individu de l'espèce cible à protéger fait l'objet d'une détection à proximité de l'un d'entre eux est nécessaire afin d'assurer leur protection.

**Considérant** que la largeur de 4,50 mètres des voies internes actuelles, bien que dépassant les 4 mètres prescrits pour la préservation du paysage, est nécessaire pour assurer la sécurité des interventions et le bon fonctionnement de l'exploitation, tout en ayant un impact paysager limité ;

**Considérant** que les merlons filtrants installés à proximité des éoliennes E1, E2 et E5 pour éviter le ruissellement des fines vers les zones humides, bien que prescrits initialement pour une durée d'un an, peuvent faire l'objet d'aménagement au vu de la nature du sol et de la distance entre le merlon et la zone humide ;

**Considérant** la nécessité de mettre à jour les garanties financières ;

**Considérant** de ce qui précède que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1-3 du Code de l'environnement et ne peuvent à ce titre être considérées comme substantielles ;

**Considérant** que les modifications envisagées sont considérées comme notables et que le préfet peut adapter l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## **ARRÊTE**

La société SAS Éoliennes de Bosjean dont le siège social est situé au 50 avenue Jean-Jaurès 30900 NÎMES, est autorisée à poursuivre l'exploitation de 6 éoliennes sur la commune de Saint-Sulpice sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral.

### **Article 1 - Chiroptères**

***Le paragraphe b) de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est modifié comme suit :***

« L'exploitant met œuvre une régulation de l'ensemble de ses aérogénérateurs, dès la mise en service industrielle du parc éolien. La mise en place de la régulation (selon les critères décrits ci-dessous) doit permettre de diminuer fortement la vitesse de rotation des pales des aérogénérateurs (mise en drapeau) lorsque la régulation doit être activée.

Le scénario de régulation retenu pour l'ensemble des aérogénérateurs est le suivant :

• **période calendaire** : du 1er avril au 31 octobre,

• **vitesse de vent** : < 6 m/s,

• **température** : > 10°C,

• **durée sur la nuit** : du coucher au lever du soleil,

• **précipitation** : uniquement s'il n'y a pas de précipitations notoires (durée supérieure à 15 min et intensité supérieure à 5 mm/h).

En l'absence de régulation opérationnelle lors d'une période où celle-ci devrait être activée en application des critères définis ci-dessus, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt du coucher au lever du soleil.

L'exploitant met en œuvre les moyens et dispositifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre du bridage. Ces moyens et dispositifs comprennent :

- l'enregistrement et le stockage de l'évolution de la vitesse de rotation du rotor (en RPM) de chaque éolienne toutes les 10 minutes sur au moins un cycle de suivi (1 an),
- l'enregistrement et le stockage des données suivantes : température extérieure, vitesse de vent et horaires de bridage effectifs sur au moins un cycle de suivi (1 an). Les deux premiers paramètres sont mesurés à hauteur de nacelle sur chaque éolienne,
- la compilation de ces données et leur présentation sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs. Ces données sont archivées à minima sur une période d'un cycle de suivi (1 an).

Les données prévues ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et lui sont transmises à sa demande ».

***Le paragraphe c) de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est supprimé.***

***Le paragraphe d) de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est supprimé.***

## **Article 2 - Protection de la faune volante**

***Le deuxième paragraphe de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n° 16-01429 est complété comme suit :***

« L'exploitant s'engage à gravillonner le dessus du massif, au niveau des chemins et plateforme de levage (c'est-à-dire sous le champ de rotation des pales), entretenir ces aménagements par des coupes mécaniques au moins 2 fois par an au moment où la végétation pousse (excluant l'utilisation de pesticides), ne pas entreposer de tas de fumier ou de tas de grains sous les éoliennes, veiller à ce qu'aucune zone en eau stagnante se situe sous la zone de rotor ou à proximité directe des éoliennes. »

## **Article 3 - Protection de l'avifaune**

***Le paragraphe a) de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est remplacé par :***

« L'exploitant met en œuvre sur les mâts des éoliennes n°4, 5 et 6 un système de détection de l'avifaune (SDA) capable de réguler le fonctionnement des aérogénérateurs en cas de détection d'un oiseau. Ce système est dimensionné pour détecter et protéger les espèces cibles suivantes : le milan noir (*Milvus migrans*), le milan royal (*Milvus milvus*), la buse variable (*Buteo buteo*), la grue cendrée (*Grus grus*), la cigogne noire (*Ciconia nigra*) et la cigogne blanche (*Ciconia ciconia*). La mise en place de la régulation doit permettre de diminuer rapidement et fortement la vitesse de rotation du rotor des aérogénérateurs (mise en drapeau des pales et non une limitation de la vitesse en bout de pale), lorsqu'un individu de l'espèce cible à protéger fait l'objet d'une détection à proximité de l'un d'entre eux. Ce système est opérationnel tout au long de l'année.

L'exploitant définit la distance minimale de détection, la distance à partir de laquelle la régulation doit être activée (« zone à risque »), et la durée de régulation correspondante. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la solution technique et du paramétrage initial retenus.

Dans l'année suivant la mise en service du SDA, l'exploitant met en œuvre des tests de fonctionnement de la partie détection de celui-ci, par drone ou par tout autre méthode dûment argumentée, permettant de comparer les résultats obtenus avec les distances de détection annoncées, d'évaluer la réactivité de la mesure de régulation mise en œuvre et de vérifier que le paramétrage adopté sur le parc est en adéquation avec les distances de détection préconisées pour une maîtrise des risques optimale vis-à-vis des espèces cibles à protéger.

L'exploitant met en œuvre les activités d'entretien et de maintenance préconisées par le fournisseur du système et les consigne dans le registre prévu à l'article 19 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

L'exploitant met en œuvre l'organisation et les alertes lui permettant d'être informé de toute défaillance d'un équipement nécessaire à la réalisation de la régulation telle que décrite au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article. En cas d'indisponibilité d'un tel équipement, l'exploitant dispose d'un délai de 72 heures à compter de l'apparition de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, passé ce délai, l'aérogénérateur concerné par cette indisponibilité est mis à l'arrêt 30 minutes avant l'heure officielle de lever du soleil jusqu'à 30 minutes après l'heure officielle de coucher du soleil, jusqu'à ce que le système soit de nouveau opérationnel. Information en est donnée à l'inspection des installations classées. Les périodes d'indisponibilité du système sont consignées dans le registre susmentionné.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information à l'inspection des installations classées.

Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut en recevoir une copie sur simple demande.

**En cas d'alerte de collision transmise par le SDA, l'exploitant déclenche dans les meilleurs délais la recherche du cadavre en lien avec un prestataire écologue compétent qu'il aura préalablement désigné. Cette recherche doit être réalisée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Le cas échéant – selon les modalités précisées au 10.4 du présent arrêté – l'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'occurrence de cette mortalité et la consigne dans le registre défini au 10.2 du présent arrêté. »**

#### **Article 4 - Suivi environnemental**

***L'article 10.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-01429 est remplacé par :***

« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs, conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé.

Pour la première année d'exploitation, un suivi de la mortalité et de l'activité des chiroptères en nacelle est mis en place pour couvrir la période de bridage et vérifier son efficacité avec 41 passages répartis comme suit : 1 passage par semaine en avril, 2 passages par semaine du 1<sup>er</sup> mai au 15 mai, 1 passage par semaine du 15 mai au 15 août, 2 passages par semaine du 15 août au 15 octobre et 1 passage par semaine du 15 octobre au 31 octobre.

La méthodologie pour la réalisation des visites est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé, ce suivi est renouvelé dans les 12 mois s'il a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. En l'absence d'impact significatif, ce suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

À l'issue du premier suivi environnemental, les paramètres du plan de bridage défini à l'article 6.1.1 de l'arrêté n°16-01429 sont adaptés de manière à couvrir au minimum 90 % de l'activité par famille de chiroptères présentant les mêmes caractéristiques de vol sur les périodes définies dans cet article. Pour tout renforcement nécessaire (période plus importante, ajout de période, augmentation de la vitesse de vent ou abaissement de la température), l'exploitant met en œuvre ces modifications tout en informant dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées. Pour tout assouplissement des paramètres fixés (réduction des périodes, de la vitesse de vent et/ou augmentation de la température), les nouvelles modalités de bridage envisagées par l'exploitant et dûment justifiées sont soumises à la validation préalable de l'inspection des installations classées.

#### **Registre des cas de mortalité d'espèces protégées**

L'exploitant met en œuvre un registre dans lequel sont consignées toutes les mortalités d'espèces protégées constatées au cours de l'exploitation des installations. »

#### **Article 5 - Procédure en cas de mortalité d'une espèce menacée ou d'épisode de mortalité massive d'une espèce protégée**

***L'article 10.4 - Procédure en cas de mortalité d'une espèce menacée ou d'épisode de mortalité massive d'une espèce protégée est ajouté à l'arrêté préfectoral n° 16-01429 :***

« L'exploitant doit alerter directement l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 jours, pour chaque cas de mortalité d'une espèce menacée (de catégories : « en danger critique », « en danger » ou « vulnérable » dans les listes rouges régionales ou nationales), d'une espèce inscrite à l'annexe I de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 (directive « oiseaux »), d'une espèce présentant des enjeux importants, selon sa propre analyse ou celle de son prestataire, ainsi que pour chaque cas de mortalité massive d'espèce(s) protégée(s) (de catégories « quasi menacée » et inférieures dans les listes rouges précitées) constaté au cours du suivi environnemental ou à toute autre occasion (alerte du dispositif d'arrêt automatique le cas échéant, découverte fortuite hors suivi, etc.).

Une mortalité massive est notamment caractérisée en cas de découverte de plusieurs cadavres d'animaux d'un même ordre taxonomique sur une seule session de suivi ou sur des périodes proches :

- deux cadavres ou plus concernant un même aérogénérateur sur un intervalle de deux semaines glissantes ;
- trois cadavres ou plus sur le parc éolien sur un intervalle de deux semaines glissantes.

Cette déclaration doit être réalisée sur le site

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>, qui comprend un formulaire spécifique à ces événements :

- dans les 4 jours : déclaration des données brutes de mortalité ;
- dans les 15 jours, la déclaration est complétée, notamment par une analyse et des mesures correctives proposées.

En cas de deux déclarations d'incident faune volante successives concernant des espèces menacées du même ordre taxonomique, survenues pendant une période glissante d'un an, les aérogénérateurs concernés sont mis à l'arrêt préventivement :

- 30 minutes avant l'heure officielle du crépuscule et jusqu'au lever du soleil si la mortalité concerne des chiroptères ou des rapaces nocturnes ;
- 30 minutes avant l'heure officielle de lever du soleil jusqu'à 30 minutes après l'heure officielle de coucher du soleil si la mortalité concerne des oiseaux diurnes.

Les aérogénérateurs ne peuvent être remis en service qu'après accord écrit de l'inspection des installations classées après mise en œuvre des mesures correctives. »

## **Article 6 - Protection du paysage**

***Le troisième alinéa de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est modifié comme suit :***

« - les postes de livraison sont conçus de manière à limiter leur impact sur le paysage ; »

***Le quatrième alinéa de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est modifié comme suit :***

« - en phase d'exploitation, la largeur maximale des voies internes au parc est de 4,50 mètres. »

## **Article 7 - Protection des milieux aquatiques**

***Article 1 - La phrase de l'article 7.1.a) de l'arrêté préfectoral n° 16-01429 « Des fascines coco sont installés en contre-bas des éoliennes n° 1 et n° 5, en aval de la zone de travaux afin d'éviter le transport de matières en suspension jusqu'aux habitats et aux cours d'eau. Ces fascines sont conservées pendant la première année d'exploitation du parc » est remplacée par :***

« Des merlons filtrants sont installés en contre-bas des éoliennes n° 1, n° 5 et du chemin menant à E2, en aval de la zone de travaux afin d'éviter le transport de matières en suspension jusqu'aux habitats et aux cours d'eau. Ces merlons filtrant sont conservés :

- **Pour E5** : durant la phase d'exploitation au moins jusqu'à la reprise de la végétation, soit pour une période plus ou moins équivalente à 6 mois. Une fois la végétation revenue, elle jouera son rôle de filtre naturel et le merlon filtrant pourra être retiré.
- **Pour E1 et chemin E2** : Compte tenu de l'éloignement des zones humides ainsi que de la capacité drainante du sol, les merlons peuvent être retirés une fois la remise en état effectuée. »

## **Article 8 - Montant des garanties financières**

**L'article 5 de l'arrêté préfectoral n°16-01429 est modifié comme suit :**

« Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

En application des dispositions de l'annexe I et de l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé, modifié par arrêté du 11 juillet 2023, le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement par la société SAS EOLIENNES DE BOSJEAN, s'élève donc à :

- 618 601,59 euros en application de la formule

$M_n = M \times (\text{index}_n / \text{index}_0 \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0))$  avec  $M = \sum (C_u)$  où M est le montant initial de la garantie financière d'une installation et  $C_u$  Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur.

$C_u = 75\,000 + 25\,000 \times (P - 2)$  où P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW)

où :

Le dernier indice TP01 publié par l'INSEE en octobre 2025 est de 131,4 ;

L'indice TP01 base 2010 en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 est de 102,3 ;

Le taux de TVA en vigueur au 01/01/2016 est de 20 % ;

Le taux de TVA0 en vigueur au 01/01/2011 est de 19,6 %.

Au plus tard dans le mois qui suit la fin des travaux puis à chaque actualisation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution puis la mise à jour des garanties financières.

Ce montant est actualisé tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé. »

## **Article 9 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 10 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la Cour administrative d'appel de Lyon :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - l'affichage en mairie desdits actes ;
  - La publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département du Puy-de-Dôme tel que mentionné à l'article 9.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site <https://citoyens.telerecours.fr/>

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Article 11 - Obligation de notification des recours

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Madame la préfète du Puy-de-Dôme et au bénéficiaire de la décision, soit la société SAS EOLIENNES DE BOSJEAN chez VSB Energies Nouvelles dont le siège social est situé 50, Avenue Jean Jaurès 30900 Nîmes, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.


## Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS EOLIENNES DE BOSJEAN et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Saint-Sulpice,
- au chef de l'unité inter-départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL.

Clermont-Ferrand, le **27 AVR. 2026**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

## Voies et délais de recours

*En application des articles R.421-1 à R.421-7, du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Cour Administrative d'Appel de Lyon qui peut aussi être saisie depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

